

Dytrt, Petr

La Commune de Paris

In: Dytrt, Petr. *Učební texty k francouzským dějinám od počátků k dnešku*. 1. vyd. Brno: Masarykova univerzita, 2013, pp. 75-77

ISBN 978-80-210-6535-2; ISBN 978-80-210-6538-3 (online : Mobipocket)

Stable URL (handle): <https://hdl.handle.net/11222.digilib/128844>

Access Date: 20. 03. 2025

Version: 20220831

Terms of use: Digital Library of the Faculty of Arts, Masaryk University provides access to digitized documents strictly for personal use, unless otherwise specified.

La Commune de Paris

Paris et la France en 1871

La guerre de 1870 voit la fin du second Empire, la capture de Napoléon III à Sedan, la proclamation de la République le 4 septembre. Paris, assiégé à partir du 19, a faim; on mange même les animaux du Jardin des Plantes. Le gouvernement provisoire hésite; Gambetta quitte la capitale en ballon, tente de lever de nouvelles armées, de poursuivre un combat désormais perdu. Paris capitule le 28 janvier. La Prusse ne veut négocier qu'avec un pouvoir légal; une Assemblée est élue le 8 février: la France rurale vote pour les monarchistes, partisans de la paix à tout prix. Ceux-ci s'installent à Versailles, font la paix, mettent fin au moratoire des loyers et des dettes, veulent désarmer Paris. Humiliée et ruinée, travaillée depuis le début de la guerre par des courants révolutionnaires, la capitale se révolte, tentant d'écrire l'histoire, seule contre le reste du pays.

La Commune de Paris est à la fois refus patriotique de la défaite, explosion sociale et mouvement d'orgueil contre une « majorité de ruraux ». La révolution couve depuis des mois; elle éclate quand la garde nationale refuse, le 18 mars, de livrer ses canons au gouvernement d'Adolphe Thiers.

La population massacre deux généraux, Thiers quitte la ville pour mieux la réduire. Tout est prêt pour la guerre civile, sous le regard des Prussiens. Une municipalité, la Commune, est élue le 26 mars. Bien que divisée entre majorité jacobine et socialistes, elle s'entend, entre autres, sur la laïcité de l'école et de l'État, l'autonomie de toutes les municipalités du pays, les coopératives ouvrières, l'interdiction du travail de nuit et des amendes patronales. Mais les « fédérés » – que leurs ennemis appellent « communeux », puis « communards » – échouent à soulever la province: les mouvements qui se produisent dans certaines villes (à Bordeaux, Limoges, Lyon, Marseille...) sont de peu d'ampleur et vite étouffés.

Le face à face Paris-Versailles

Début avril, ont lieu de premiers accrochages avec l'armée de Thiers, installé à Versailles. Le 4, une « sortie torrentielle » échoue à Rueil et sur le plateau de Châtillon, des prisonniers « communeux » sont abattus, parmi lesquels deux généraux. Le lendemain,

la Commune prend quelques otages, ce qui met provisoirement fin aux exécutions sommaires par les « versaillais ». Le même jour, le traité de Francfort rend à Thiers des troupes jusque-là prisonnières des Allemands. La Commune empêche les versaillais de passer la Seine à Clichy, malgré les offensives qu'ils mènent à partir du 17; mais les forts entourant Paris tombent, les défenses se réduisent aux murs de la capitale, les bombardements se multiplient, par exemple depuis Montretout. A Versailles, la presse appelle au massacre. Le Figaro du 18 mai demande l'extermination de « tous les Polonais interlopes, tous les Valaques de fantaisie, qui ont régné deux mois sur la plus belle (...) ville du monde »; plus tard il ajoute: « Il faut en finir avec la vermine démocratique et internationale. »

Le bilan du drame

L'armée a eu 873 morts, plus 6 otages exécutés le 24, dont l'archevêque de Paris, et 50 massacrés le 26. Du côté de la Commune, ce sont plus de 20 000 tués, souvent après les combats; des blessés ont été achevés dans les ambulances... Paris paie 17 000 sépultures, mais la militante et poète Louise Michel écrit: « Qu'on fouille les puits, les carrières, les pavés des rues ! Paris entier est plein de morts, et tant de cendres ont été jetées aux vents que partout aussi elles ont couvert la terre. » Des justices sommaires font fusiller sur une ressemblance, une homonymie, des cheveux blancs qui prouvent que l'on a connu 1848. On compte 36 309 arrestations, 26 exécutions, « à froid » celles-là, et, contumaces exclues, 411 envois aux travaux forcés, 4 547 déportations en Nouvelle-Calédonie dans des conditions de voyage meurtrières, 4 672 peines de prison, et beaucoup de libérations car l'immensité de la répression impose l'indulgence, fort relative, après les massacres.

Paris cesse d'être la ville des révolutions, dont les colères faisaient l'histoire depuis 1789. En même temps, le mouvement ouvrier s'approprie 1871; marxistes et libertaires s'en disputent l'héritage symbolique, et la révolte, en grande partie jacobine et patriote, devient le prototype de l'insurrection ouvrière, réputée préfigurer 1917.

Les écrivains et la Commune

Quelques écrivains ont participé à l'insurrection. Ainsi des auteurs de chansons: Eugène Pottier, qui écrit l'Internationale alors qu'il se cache pour échapper aux versaillais, ou Jean-Baptiste Clément, qui dédie a posteriori le Temps des cerises, écrit en 1867, à une ambulancière. Ainsi également le romancier Jules Vallès, élu à la Commune, qui

combat sur les barricades, échappe à la mort, connaît l'exil. Verlaine est l'auteur d'une « Ballade en l'honneur de Louise Michel ». Et Arthur Rimbaud écrit:

« Quand tu gis, retenant dans tes prunelles claires
Un peu de la bonté du fauve renouveau,
Ô cité douloureuse, ô cité quasi morte
La tête et les deux seins jetés vers l'Avenir. »

Mais la plupart des intellectuels sont hostiles. Ainsi, Alexandre Dumas fils écrit le 6 juin: « Nous ne dirons rien de leurs femelles par respect pour les femmes à qui elles ressemblent – quand elles sont mortes. » Dans une lettre, George Sand note: « On ne peut plaindre l'écrasement d'une pareille démagogie », et Anatole France parle d'un « gouvernement du crime et de la démence ». Zola, en 1892, dans la *Débâcle*, écrit encore: « C'était la partie saine de la France, la raisonnable, la pondérée, la paysanne (...), qui supprimait la partie folle, exaspérée, gâtée par l'Empire, détraquée de rêverie et de jouissances. »

Une exception, Victor Hugo. Rentré d'exil, élu à l'Assemblée, hostile à l'abandon de l'Alsace-Lorraine, détesté des conservateurs, Hugo est en Belgique pendant la Commune. Il condamne la violence des insurgés, la prise d'otages, mais s'effare de la répression, de la haine versaillaise. Quels que soient ses reproches envers les vaincus, il les défend, et mène inlassablement campagne jusqu'à ce que l'amnistie soit votée, en juillet 1880.

